



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.PP/AC.1/2003/3
20 décembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à
l'information, la participation du public au processus
décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des registres des rejets et transferts de polluants
(Deuxième réunion, Genève, 27-30 janvier 2003)

**ÉLÉMENTS D'UN PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES REGISTRES
DES REJETS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS**

Document élaboré par le secrétariat à la demande du Président

Nous, Signataires du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants se rapportant à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement,

Sommes résolus à tout mettre en œuvre pour que le Protocole entre en vigueur au plus tôt et à appliquer le Protocole dans toute la mesure possible en attendant son entrée en vigueur,

Prions la Réunion des Parties à la Convention d'encourager activement et de garder à l'étude le processus de ratification du Protocole et son application à titre transitoire en attendant la convocation de la première réunion des Parties au Protocole, notamment:

a) En instituant la Réunion des Signataires du Protocole, en tant qu'organe subsidiaire créé en vertu de la Convention, pour définir et mener à bien les activités qui doivent être entreprises en attendant l'entrée en vigueur du Protocole, préparer la première réunion des Parties au Protocole, en tenant compte des dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 et de l'article 18 du Protocole, et faire rapport à la Réunion des Parties à la Convention sur les progrès réalisés en ce qui concerne la ratification du Protocole;

b) En prenant pleinement en considération, dans le cadre du programme de travail de la Convention, les activités proposées par la Réunion des Signataires, y compris aux fins de l'affectation des ressources;

Engageons les Signataires et les autres États à apporter des contributions financières volontaires, dans le cadre de dispositions d'ordre financier arrêtées conformément à la Convention ou de toute autre façon, afin que des moyens financiers suffisants soient disponibles pour mener à bien les activités inscrites au programme de travail de la Convention qui sont liées au Protocole;

Invitons les autres donateurs à accorder un rang de priorité élevé aux projets visant à favoriser la mise en œuvre du Protocole;

Reconnaissons le rôle actif et constructif joué par les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales dans l'élaboration du Protocole et les invitons à participer dans le même esprit aux travaux de la Réunion des Signataires du Protocole et de tout organe subsidiaire connexe;

Reconnaissons en outre que les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs clefs joueront un rôle crucial dans la mise en œuvre du Protocole au niveau national et sommes résolus à faire en sorte que la société civile soit associée comme il conviendra à l'établissement des registres des rejets et transferts de polluants;

Soulignons que le renforcement des capacités des autorités publiques, du secteur privé et des organisations non gouvernementales est indispensable à la mise en œuvre et à l'application effective du Protocole, et prions instamment ces secteurs d'utiliser les mécanismes existants de nature à favoriser le renforcement des capacités et l'échange de données d'expérience, tel que le service de renforcement des capacités mis en place aux fins de la Convention d'Aarhus;

Nous félicitons à cet égard de la création de la classe virtuelle, considérée comme un outil spécifique propre à faciliter la communication, l'éducation et le renforcement des capacités dans le domaine des registres des rejets et transferts de polluants, y compris par l'échange d'informations sur les bonnes pratiques;

Décidons de nous attacher à instaurer une coopération étroite avec les organisations internationales et régionales compétentes, par exemple l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'Union européenne et la Commission nord-américaine de coopération environnementale;

Notons que des éléments tels que les apports, les produits et l'utilisation d'eau, d'énergie et d'autres ressources sont cités au paragraphe 9 de l'article 5 de la Convention comme des éléments qui pourraient être pris en compte dans des registres de données relatives à la pollution et prions les Parties d'étudier à leur première réunion les moyens qui permettraient d'intégrer des informations sur ces éléments dans les registres des rejets et transferts de polluants établis en vertu du Protocole;

Reconnaissons que des travaux complémentaires sont nécessaires pour promouvoir la compatibilité des systèmes de registres nationaux des rejets et transferts de polluants, notamment en ce qui concerne les prescriptions en matière de notification des transferts et les seuils fixés pour déterminer si tel ou tel établissement est soumis à l'obligation de notification, et prions instamment les Parties d'œuvrer à une plus grande harmonisation des systèmes afin d'accroître encore la comparabilité des données;

Invitons les États intéressés à signer et à ratifier le Protocole ou à y adhérer en vue de faciliter la mise à disposition et la comparabilité des informations concernant l'environnement dans le monde entier et à contribuer ainsi à l'application effective des dispositions du chapitre 19 du programme Action 21;

Invitons en outre les États intéressés qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention.
